

NON A LA CASSE DES SERVICES PUBLICS NON A LA REMISE EN CAUSE DE LA DECENTRALISATION NON AU PROJET GOUVERNEMENTAL DE SUPPRESSION DU DEPARTEMENT

**POUR le paiement par l'Etat de sa dette de 450 millions d'euros au Val-de-Marne,
au titre des compétences transférées depuis 2004**

avec Christian FAVIER Président du Conseil général

RASSEMBLONS-NOUS LE 20 MAI à 18H devant Matignon

pour remettre au Premier Ministre les 40 000 cartes-pétitions « le Val-de-Marne, j'y tiens »

Le projet gouvernemental de réforme territoriale relève d'un choix de société contraire aux besoins de développement du service public pour les populations, les enjeux environnementaux, les défis économiques et technologiques. Il organise l'asphyxie financière des collectivités locales, la casse du statut des agents et de leurs conditions de travail, la réduction du nombre d'élus locaux...

Pour répondre aux exigences des marchés financiers, la Commission de Bruxelles, le FMI, le Medef et le gouvernement amplifient chaque jour leur offensive contre les acquis sociaux, la protection sociale, la démocratie et les services publics. On voit le résultat en Grèce !

Affaiblir toutes les politiques publiques, déconstruire les valeurs d'égalité, de liberté et de justice sociale, imposer la loi de l'argent ... voilà la société qu'ils dessinent sous prétexte de résoudre la crise.

Le super plan d'austérité de François Fillon pour les trois années à venir en atteste : gel de la dépense publique c'est à dire privatisations et suppressions de services sociaux et d'emplois publics ; remise en cause des retraites, baisse des moyens pour l'éducation, la santé, la vie associative, culturelle, sportive ... dans tous les domaines.

Le projet de réforme territoriale du gouvernement vise à restreindre les services à la population, alors que la crise qui bat son plein appelle d'autres réponses politiques publiques urgentes.

D'AUTRES CHOIX SONT POSSIBLES !

Le PCF agit pour le développement et la plus grande efficacité de l'action publique, du local au mondial. Le service public n'est pas un « fardeau pour la société » comme le dit la droite, mais au contraire un véritable moteur du développement économique et social qui met l'intérêt général (et non les intérêts privés) au cœur d'une nouvelle croissance pour sortir du capitalisme en crise.

Cela appelle à plus de démocratie, plus de proximité, de nouveaux droits pour les salariés et les citoyens, de nouveaux moyens d'actions et de financements des projets.

Pour une répartition plus juste des richesses produites, il faut prendre l'argent là où il est aujourd'hui, notamment en taxant les fortunes et les revenus financiers.

**LES COMMUNISTES DU VAL-DE-MARNE VOUS APPELLENT
PARTICIPER NOMBREUX LE 20 MAI AU
RASSEMBLEMENT DEVANT MATIGNON A 18H.**

57, Rue de Varenne – Métro Varenne

